

*Assurance-chômage—Loi*

seront maintenant près de 130 \$ de plus par année en primes d'assurance-chômage.

Le gouvernement affirme qu'en 1989, ses dépenses au titre de l'assurance-chômage s'élèveront à environ 2,9 milliards de dollars. En se déchargeant de sa responsabilité au titre de l'assurance-chômage, le gouvernement force les employés et les employeurs à payer respectivement 1,2 milliard de dollars et 1,7 milliard de dollars en primes supplémentaires. En supprimant sa contribution, le gouvernement dit clairement aux Canadiens des régions les plus défavorisées, et notamment aux pêcheurs, qu'il ne peut plus contribuer à leur bien-être. Il abandonne à leur sort les Canadiens les plus défavorisés.

Mon collègue, le député de Dartmouth (M. MacDonald) l'a fort bien expliqué dans son intervention tout à l'heure. Il s'agissait selon moi, d'un discours remarquable, l'un des meilleurs que nous ayons entendu à la Chambre à ce sujet.

Durant la campagne électorale, les députés conservateurs ont parcouru le pays et déclaré que les programmes sociaux resteraient intacts, que le libre-échange n'aurait pas d'incidence sur nos programmes sociaux ou sur notre programme d'assurance-chômage. Nous voyons les résultats. Le gouvernement introduit un programme qui, je le crois sincèrement, a été élaboré par le ministre du Commerce extérieur en fonction des caprices des Américains qui lui ont dit que le gouvernement canadien ne pouvait pas participer au régime d'assurance-chômage. Le ministre du Commerce extérieur a acquiescé. Le gouvernement a fait toutes ces promesses, mais il ne les tient pas.

Les employés paieront maintenant des primes plus élevées et toucheront des prestations pendant moins longtemps. C'est typique du gouvernement: payez plus pour toucher moins. C'est la façon de calculer des conservateurs.

Les Canadiens ordinaires ne peuvent supporter ce fardeau supplémentaire. Les Canadiens qui gagnent moins de 30 000 dollars par an ont payé 58 p. 100 de toutes les primes de l'employé en 1986. Ceux qui gagnent de 50 000 à 100 000 dollars n'en ont payé que 7 p. 100. Est-ce bien ce que le gouvernement qualifie de juste? Pas à mon avis. Encore une fois, le gouvernement réduit le déficit en s'en prenant à ceux qui sont le moins en mesure de payer, en s'en prenant aux régions le moins en mesure

de porter au pouvoir suffisamment des députés en nombre suffisant pour renverser le gouvernement. C'est cela, le conservatisme. Le gouvernement s'en prend à l'Est et au Canada rural. Ce programme aura de grandes répercussions sur les habitants de ces régions-là.

Le régime d'assurance-chômage est régressif par nature. En 1990, les primes seront plafonnées lorsque le revenu atteindra 33 020 dollars. Même là, l'impôt n'est pas progressif, car le taux est uniforme.

Au lieu d'augmenter les cotisations des petits et moyens salariés, le gouvernement aurait pu financer le régime d'assurance-chômage en ne fixant plus de plafond au taux de cotisation, de sorte qu'un travailleur qui gagne 100 000 dollars aurait 2 250 dollars à verser en cotisations chaque année, par rapport aux cotisations de 784 dollars qu'il paie actuellement. Nous croyons qu'un travailleur qui gagne 100 000 dollars ne devrait pas payer seulement 784 dollars en cotisations.

Où les entreprises prendront-elles l'argent dont elles ont besoin pour payer leur impôt? Dans les dividendes qu'elles versent aux actionnaires? C'est peu probable. Elles augmenteront les prix et feront payer les consommateurs ou encore elles réduiront les coûts et feront payer leurs employés, cela semble plus réaliste. Ce sont les plus faibles économiquement qui en paieront la plus grosse part. Sur les 7 milliards de dollars que rapporteront les hausses d'impôts, et ce malgré la réduction du programme d'assurance-chômage, moins de 1,5 milliard de dollars seront attribuables à l'impôt progressif. Le reste proviendra d'impôts régressifs, et parfois d'impôts excessivement régressifs.

Le gouvernement et le premier ministre ont fait des programmes sociaux leur mission sacrée. Le premier ministre a pourtant manqué à sa promesse et s'attaque féroce ment au régime d'assurance-chômage. Il a retranché 1,3 milliard de dollars de la caisse d'assurance-chômage et n'a pas précisé combien de travailleurs seront touchés. Nous n'avons vu aucune étude à ce sujet. Je serais fort étonné que le gouvernement connaisse les résultats de ces études. En fait, je me demande si le gouvernement a entrepris ce genre d'études. Peut-être les cache-t-il.

Combien de travailleurs perdront des prestations? Combien devront se passer de l'assurance-chômage? Le gouvernement n'a pas signalé les régions du pays qui seront le plus durement touchées.